

# L'AGEFI

QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

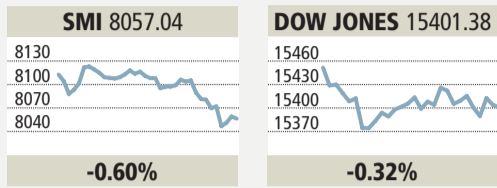
L'ACCORD SUR LA REPRISE PAR FAIRFAX

Blackberry valorisé à 4,7 milliards de dollars

PAGE 24



JA-PP/JOURNAL — CASE POSTALE 5031 — CH-1002 LAUSANNE



DRÔLES DE DÉBATS AU CONSEIL DES ÉTATS

## Les dures leçons de la crise américaine

PAGE 9

LA START-UP CASHSENTINEL À YVERDON  
**Alternative possible à Paypal?**

PAGE 6

ENTREPRISE ABI RESEARCH ET UIT À GENÈVE  
**Le vrai pôle de cybercriminalité**

PAGE 5

START-UP GLOBALVISION À GENÈVE  
**L'objectif d'imagerie à 360°**

PAGE 6

SWISS SPACE SYSTEM (S3) À PAYERNE  
**Important partenariat en Russie**

PAGE 5

BIOSAFE À NYON (CELLULES SOUCHES)  
**Nouvelle distribution en Inde**

PAGE 4

AGENCE DE COMMUNICATION À COSSONAY  
**Ouverture d'un bâtiment dédié**

PAGE 3

APRÈS LES ÉLECTIONS EN ALLEMAGNE  
**Modèle économique si critiqué**

PAGE 21

## Les convictions d'une socialiste



**SANDRINE SALERNO.** Les grandes places financières des Etats développés sont en général à gauche. La maire socialiste de la Ville de Genève passe l'audition économique de *L'Agefi* en tant que candidate au Conseil d'Etat (premier tour le 6 octobre). Après Antonio Hodggers, Mauro Poggia et Luc Barthassat. Elle s'en prend à une fiscalité jugée laxiste, qui devrait redevenir un automatisme de citoyenneté. **PAGE 9**

# L'année ne peut plus guère s'achever en zone négative

**ACTIONS.** La Réserve fédérale n'a fait que reporter une décision dont on se rend compte qu'elle n'est pas si redoutée.

PHILIPPE REY

La décision de la Réserve fédérale la semaine dernière de ne pas restreindre l'acquisition d'emprunts d'Etat a représenté un contrepied monumental sur les marchés, annonçant une nouvelle phase d'incertitude et de volatilité après celle d'ajustement à la hausse. Le climat reste cependant fondamentalement favorable aux actions. Dans l'immédiat, un sentiment de douceur prédomine,

tant à l'égard des actions que des titres à revenu fixe. Sans parler d'euphorie, un consensus optimiste prévaut, du moins dans une optique à court terme.

Des séances du genre de celle d'hier sont à prévoir, mais la probabilité que les marchés surmontent cette volatilité et poursuivent leur rally ces prochaines semaines est largement validée.

La Fed n'a fait que reporter la décision anticipée, mais personne ne semble envisager une réaction

ultérieure massive plongeant au dernier moment l'année des actions en zone négative. Bien que l'on ne puisse exclure entièrement une correction sensible pour une raison ou une autre. Par exemple un resserrement monétaire finalement plus strict que prévu. Ce scénario n'est toutefois guère considéré comme crédible avant 2014.

En fait, il est difficile de trouver aujourd'hui une opinion négative au sujet des actions. Même

si des investisseurs comme Warren Buffett ou Charles de Vault affirment qu'elles s'avèrent pleinement valorisées par le marché, et qu'il est par conséquent difficile de dénicher des aubaines. Contrairement à 2009 où les actions étaient ridiculement basses! L'argument qui l'emporte dans l'immédiat est que les actions demeurent simplement, et dans tous les cas de figure, la classe d'actifs la plus avantageuse.

**SUITE PAGE 12**

## CAMPAGNE CONTRE L'INITIATIVE 1:12

# Déjà lancée et en phase d'accélération

*L'enjeu économique est énorme et la mobilisation ne peut attendre face à un populisme de gauche très sûr de lui.*

A peine les scrutins de dimanche sont-ils analysés que la campagne contre l'initiative populaire 1:12 de la Jeunesse socialiste va prendre son envol ces prochains jours. L'engagement a débuté il y a plusieurs mois et les préparatifs battent leur plein. Les leçons ont-elles été tirées de l'échec sur l'initiative Minder? De toute évidence oui.

L'Union suisse des arts et métiers, qui coordonne l'opposition avec les autres organisations faitières, mobilise les chefs d'entreprises

dans un «club des 1000» pour faire passer le message de façon décentralisée et crédible. Plus de trois cents acteurs des branches artisanales, de start-up ou d'autres entreprises ont déjà répondu à l'appel. Le vote populaire se jouera moins dans les campagnes d'affichage et les annonces de presse qu'à travers l'engagement personnel, destiné à se répéter pour d'autres initiatives de la gauche (notamment sur les salaires minimaux et l'imposition des successions). La constellation politique est également beaucoup plus favorable que pour l'initiative Minder: seuls les socialistes et les Verts soutiennent le texte. Les partis bourgeois la rejettent apparemment sans réserve.

**PAGE 8**

## RELANCE DES FONDS GUILÉ

# A la recherche de durabilité prévoyancielle

Les fonds Guilé ne sont pas des fonds éthiques comme les autres. La démarche de la société de gestion genevoise de Pury Pictet Turrettini (PPT) n'est pas d'ajuster ses allocations sur la base du jugement des agences de notation sociale et environnementale, mais de jouer un rôle d'actionnaire engagé, en exerçant son droit de vote et en mettant l'accent sur la durabilité des entreprises en portefeuille.

Ce qui signifie que même sans détenir une part importante du capital, elle peut se faire entendre au bénéfice de tous. Avec l'arrivée de Dominique Habegger qui quitte la Fondation Ethos pour prendre la tête du développement de l'activité institutionnelle, PPT



**DOMINIQUE HABEGGER.** De Ethos à Pury Pictet Turrettini.

veut améliorer l'offre de fonds éthiques aux caisses de pension trop souvent contraintes de privilégier la performance qui leur permettra de verser les rentes au détriment du souci de protection de l'environnement social et économique des générations futures.

**PAGE 3**

# Immobilier et effet courant d'air

*De l'utilité d'analyser le marché immobilier sur 25 ans en le comparant avec d'autres actifs.*

**LORENZO PEDRAZZINI  
GREGORY FAVRE\***

Bonheur de croiser des stagiaires curieux. Ils posent les questions auxquelles on ne peut pas répondre, du moins avec l'autorité définitive à laquelle leurs professeurs les ont habitués. Première question impossible: après quinze années de croissance continue, les prix immobiliers ne sont-ils pas forcément affectés par un sentiment de méfiance; le doute presque intuitif que les belles histoires ne durent qu'un été et qu'il est temps de passer à autre chose? Ça, c'est de la psycho et une question (parfaitement

fondée, les titres immobiliers cotés ont chuté de 12% depuis trois mois) de stagiaires plutôt «lettreux». Question d'économiste: on apprend à l'école que, lorsque les taux d'intérêt augmentent, la valeur de toutes les classes d'actifs, toutes! – actions, obligations, immobilier – varie dans des proportions souvent corrélées. La variable incontournable demeure le taux d'intérêt. Le prix de l'argent serait ainsi la composante automatique des marges et de la capacité d'investir. Cependant, s'il y avait corrélation des classes d'actifs, il n'y aurait pas d'effet de mode, donc de «valeur refuge», les arbitrages seraient prévisibles. Comment l'immobilier se comporte-t-il face aux actions ou aux autres actifs? Observons ici, sur la durée la plus longue possible – on retiendra 25 ans car à moins, ce serait du journalisme –, l'évolution de trois classes d'actifs, leur éventuelle consanguinité et les

leçons que l'on peut en tirer si tant est qu'il sied de conclure.

Nous retiendrons les actifs recensés dans les indices suisses, gardant, par hypothèse, que ce qui se passe ici se passe ailleurs. Pour le lecteur pressé, nous dévoilerons que les classes d'actifs partent dans tous les sens, sans corrélation probante ni systématique dans le long terme. L'immobilier – et ce n'est pas un plaidoyer pro domo – se détache du lot pour ceux qui ont le temps. Pas pour les impatientes. Sous l'angle de la diversification, on ne fait pas mieux. Les courants d'air ne se mélangent jamais, ils s'évitent et rebondissent dans des directions tangentes, suivant des angles que la physique seule peut calculer. C'est d'ailleurs ce qui fait avancer bateaux, nuages et épidémies. **SUITE PAGE 4**

\*Colliers International Suisse romande

Deutsche Asset & Wealth Management



A wealth of experience. All under one roof.

Active | Passive | Alternatives | Loans & Deposits | Wealth

Passion to Perform



9 771421 948004 20039

# SUISSE

## L'autre portée des fonds éthiques

**FONDS GUILÉ.** *Activisme actionnarial et dialogue avec les entreprises exercent une réelle influence sur la gouvernance des sociétés.*

NICOLETTE DE JONCAIRE



**MELCHIOR DE MURALT.**  
L'investisseur éthique doit jouer un rôle d'actionnaire engagé.

Les fonds Guilé ne sont pas des fonds éthiques tout à fait comme les autres. Comme l'expliquait Melchior de Muralt, associé gérant de Pury Pictet Turrettini (PPT), hier à Genève, la démarche de la société de gestion genevoise n'est pas d'ajuster ses allocations sur la base du jugement des agences de notation sociale et environnementale mais de jouer un rôle d'actionnaire engagé, en exerçant son droit de vote et en mettant l'accent sur la durabilité des entreprises en portefeuille. Au terme de sept ans d'engagement, Doris Rochat Monnier, directrice de la Fondation Guilé, estime que l'activisme actionnarial exerce une réelle influence sur la gouvernance des sociétés dans lesquelles PPT investit. Rappelons-ici que la fondation Guilé reçoit 50% des honoraires de gestion du fonds d'engagement lancé en 2006 par PPT (*L'Agefi du 20 mars*) pour son rôle dans l'application des principes du Pacte Mondial de l'ONU lancé à Davos en 2000 par Kofi Annan pour encourager les entreprises à s'engager dans un fonctionnement socialement responsable, en respectant dix principes liés aux

droits de l'homme, au travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption. Un rôle que la fondation conçoit en trois étapes: analyser l'information publiée par les sociétés (une étape appelée le miroir car elle reflète la capacité à communiquer en toute transparence), engager un dialogue pragmatique et régulier avec les sociétés sur l'ensemble de leur chaîne de valeur (en particulier, comportement des fournisseurs, traçabilité des produits, lutte contre la corruption) et éditer un rapport annuel des dialogues avec les entreprises.

L'exercice des droits de vote permet aux actionnaires d'exprimer leur jugement sur la bonne gouvernance d'une entreprise. Ils peuvent ainsi approuver ou rejeter les sujets soumis à vote qu'il s'agisse

du rapport annuel, de l'allocation du résultat, de la structure du conseil d'administration, de la politique de rémunération des directeurs ou des opérations sur le capital. La loi Minder contre les rémunérations abusives a renforcé les droits mais aussi les responsabilités des actionnaires. Doris Rochat Monnier rappelle qu'en 2012 Guilé a refusé la décharge du conseil d'administration d'UBS et que 47% des actionnaires de la banque ont finalement refusé de la lui accorder. Ce qui signifie que même sans détenir une part importante du capital, un actionnaire peut se faire entendre au bénéfice de tous.

Dans les pays émergents, l'actionnariat éthique peut rencontrer des obstacles inattendus. La société chinoise Baidu (le Google chinois) se passe tout simplement de tenir une assemblée générale. Ayant établi son siège aux Iles Cayman, elle est dispensée de l'obligation légale d'en tenir une.

Mais l'action de l'équipe de Guilé n'est pas seulement coercitive. Le processus d'engagement exige un dialogue continu avec les entreprises dans le but d'identifier les lacunes et de les corriger qu'il s'agisse d'enjeux sociaux, environnementaux ou de lutte contre

la corruption. En 2012-2013, l'équipe Guilé a ainsi pu dialoguer avec près de 90% des sociétés en portefeuille dont H&M et Total, toutes deux signataires du Pacte Mondial. Dans le cas de H&M, Guilé a identifié une carence dans la promotion des techniques respectueuses de l'environnement et observe un léger progrès suite à son engagement. Chez Total, Guilé salue la publication du Guide interne des Droits de l'homme mais attend des améliorations de la mise en œuvre opérationnelle des principes adoptés.

Avec l'arrivée de Dominique Habegger qui quitte la Fondation d'Ethos pour prendre la tête du développement de l'activité institutionnelle, PPT entend améliorer l'offre de fonds éthiques aux caisses de pension trop souvent contraintes de privilégier la performance qui leur permettra de verser les rentes au détriment du souci de protection de l'environnement social et économique des générations futures. Il juge que les fonds éthiques classiques ignorent trop souvent les contraintes légales et techniques importantes imposées aux caisses de pensions alors que performance et responsabilité sociale

sont loin d'être incompatibles comme en témoigne la performance du Guilé European Engagement Fund qui surperforme actuellement l'indice Stoxx 50 ND de 12,5%. A noter à ce propos, la loi Minder prévoit que les institutions de prévoyance détenant des actions dans une société suisse doivent exercer leur droit de vote dans l'intérêt des assurés. Elles peuvent ne pas participer au vote ou s'abstenir, à conditions que ce soit dans l'intérêt des assurés et doivent informer les assurés au moins une fois par année de la manière dont elles ont assumé cette obligation.

L'objectif de PPT est d'intégrer analyse financière et analyse ISR (Investissement Socialement Responsable) dans un unique modèle d'évaluation associant opportunités et risques pour proposer une palette de fonds où le poids des critères de responsabilité sociale seront réellement incorporés. L'approche actuelle qui dissocie entièrement les deux aspects – rapport financier d'une part, rapport de durabilité (peu lus et peu compris) de l'autre – est peu propice à une véritable prise en compte de la gouvernance des entreprises et de leur impact social et environnemental. ■

## Charges estimées à 240 millions de dollars

**SWISS RE.** *Des tempêtes de grêle inhabituelles avaient frappé l'Allemagne en juillet dernier.*

Swiss Re estime son niveau de charges propres à environ 240 millions de dollars suite aux dommages provoqués par les tempêtes de grêle en juillet dernier en Allemagne. Cette évaluation est calculée après rétrocessions et avant impôts, indique hier le réassureur. Swiss Re articule le chiffre de 2,0 à 2,7 milliards de dollars pour les dommages assurés par l'ensemble de la branche de l'assurance. Des tempêtes de grêle inhabituelles avaient frappé la région d'Hanovre et de Wolfsburg le 27 juillet dernier. Le lendemain, c'était la région de Rottenburg, Tübingen et Reutlingen qui était touchée, provoquant de lourds dégâts. ■

## VP BANK: Max E. Katz se retire du conseil

Verwaltung und Privat Bank (VP Bank) a annoncé hier soir la décision de Max E. Katz de se retirer avec effet immédiat du conseil d'administration de l'établissement liechtensteinois. La banque fait état de raisons personnelles, sans plus de détails. M. Katz faisait partie du comité de direction Audit and Risk. Un successeur sera proposé aux actionnaires à l'occasion de l'assemblée générale du 25 avril 2014.

## AGENDA

**MARDI 24 SEPTEMBRE**  
rien à signaler

**MERCREDI 25 SEPTEMBRE**  
UBS-indicateur de consommation août FIA-SFOA: Intl. «Bürgenstock» Meeting (jusqu'au 27), Genève  
Kardex: as. g. extraordinaire, Zurich

## ADECCO: le soutien au concours Craftlive

Le prestataire de services de personnel en Suisse, Adecco, a annoncé hier sa mobilisation dans le concours vidéo national Craftlive démarré par l'association «Pour une formation professionnelle duale en Suisse». Le directeur général d'Adecco Switzerland Michael Agoras déclare que «la formation professionnelle duale est le garant de notre succès. Il est essentiel que d'une part, nous veillions à former des jeunes gens dans les branches qui sont demandées sur le marché et que d'autre part, nous ne «suracadémisons» pas notre système de formation sous la pression sociale.» Les apprentis ont maintenant jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre pour déposer leur vidéo sur [www.craftlive.ch](http://www.craftlive.ch) pour gagner le prix de 5000 francs.

## MAP: nouveau bâtiment à Cossonay

L'agence de communication MAP, basée à Lausanne, a annoncé hier l'inauguration à Cossonay d'un bâtiment dédié intégralement à la création publicitaire sous toutes ses formes. Il est l'aboutissement de trois ans de réflexion pour réinventer le concept de communication globale, indique le communiqué de presse. «Grâce à notre expérience dans le marketing, explique la directrice marketing et associée Caroline Muller, la publicité, le web et le graphisme que nous maîtrisons depuis plusieurs dizaines d'années maintenant, nous pouvons mettre à disposition les outils que développe le MAP Lab afin de rendre nos prestations cohérentes.»

## ALLFUNDS: ouverture d'une antenne à Zurich

Le groupe spécialisé dans les plateformes B2B pour la distribution de fonds d'investissement en Europe, Allfunds, a communiqué hier l'ouverture d'un nouveau bureau à Zurich. Cette succursale s'inscrit dans un plan d'expansion à long terme sur le marché suisse, lancé avec la fondation de la filiale à 100% Allfunds International Schweiz AG. Le bureau de Zurich est placé sous la direction de Stig Harby, Allfunds Country Head pour la Suisse. Entré chez Allfunds il y a trois ans, Stig Harby bénéficie d'une longue expérience héritée de ses fonctions chez UBS, Credit Suisse et State Street dans le domaine de la finance à travers le monde et en Suisse, selon un communiqué. Il sera épaulé de deux autres collaborateurs recrutés récemment par Allfunds: Matthias Ritz et Barbara Anger. Le groupe Allfunds assure actuellement ses activités dans le domaine de la distribution de fonds en Europe avec plus de 100 milliards d'euros d'actifs (assets under intermediation) et est fortement représenté sur tout le continent.

## BUSINESSBROKER: nouveau bureau à Lausanne

La société de conseil et de courtage dans le domaine des petites et moyennes entreprises Business Brocker a annoncé hier l'ouverture d'un bureau à Lausanne. Selon le communiqué de presse, le groupe affirme poursuivre «son expansion au regard de l'énorme demande provenant de la Suisse romande, tant au niveau des entrepreneurs qu'au niveau des acheteurs potentiels. Le but est de pouvoir proposer au mieux nos services à nos nombreux clients de la Suisse Romande. Nos locaux modernes et lumineux situés au Flon jouissent d'une bonne accessibilité.»

## FORMATION

### IHEID: journée portes ouvertes le 11 octobre

L'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) à Genève organise, le vendredi 11 octobre prochain, une journée Portes ouvertes. A cette occasion, les étudiants intéressés à postuler à l'Institut pourront rencontrer les professeurs et découvrir les curricula de Master ou de Doctorat en relations internationales, droit international, économie internationale, anthropologie, sociologie, histoire internationale et études du développement. Les futurs étudiants pourront également consulter les programmes d'été et d'hiver, programmes de formation continue et programmes conjoints. Une période concernant les renseignements les conditions d'admission, les frais de scolarité, les bourses d'études et autres prestations de l'Institut (conseils personnalisés) seront également disponibles. Les sessions seront tenues en anglais mais les participants pourront interagir et poser des questions à la fois en anglais et en français.

## Banques: l'ASB s'oppose à une taille maximale

*Patrick Odier estime que la place financière doit être en mesure de se développer.*

L'Association suisse des banquiers (ASB) s'oppose à la fixation d'une taille maximale pour les banques. «Une limitation serait une erreur, serait arbitraire et restreindrait la compétitivité», a déclaré son président Patrick Odier dans une interview parue hier dans le *Tages-Anzeiger* et le *Bund*.

Les petites, moyennes et grandes banques ont apporté une importante contribution au développement de la Suisse, a expliqué M. Odier. La place financière doit donc être en mesure de se développer, estime-t-il.

Patrick Odier a par ailleurs tenu à réitérer la position de l'ASB, qui est d'accord avec la stratégie de l'argent propre du Conseil fédéral, mais en désapprouve les mesures. Selon lui, les banques ont déjà modifié d'elles-mêmes leur comportement. Elles n'acceptent plus d'argent non déclaré et encouragent leurs clients à régulariser leurs avoirs. Pour le président de l'ASB, cela vaut non seulement pour les Etats-Unis, mais aussi pour l'Allemagne ou la Belgique. «Nous ne voulons pas de normes qui ne seraient pas acceptées à l'échelle internationale», a-t-il expliqué.

Les banques suisses seraient prêtes à aller vers l'échange automatique d'informations. Le passé devrait toutefois être régularisé et l'accès au marché européen garanti, a par ailleurs rappelé le président de l'ASB.

Les banques seraient également disposées à travailler sur un standard international avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Union européenne (UE). «Il est important qu'une seule norme soit mise en œuvre», estime M. Odier. Le but de l'ASB est d'harmoniser la régulation entre l'UE et la Suisse, afin d'éviter de nouvelles discriminations dans l'accès au marché.

«Si le droit suisse n'était pas compatible avec celui de l'UE, l'accès au marché européen deviendrait plus difficile et certaines banques suisses pourraient déplacer une partie de leurs services au sein de l'Espace économique européen, au détriment des emplois en Suisse», a encore ajouté le président de l'ASB. – (ats)

«UNE LIMITATION SERAIT UNE ERREUR, SERAIT ARBITRAIRE ET RESTREINDRAIT LA COMPÉTITIVITÉ DE LA PLACE FINANCIÈRE.»

**VENTE AUX ENCHÈRES**  
27-29 septembre 2013  
Collection exceptionnelle  
Provenance optimale

**022 320 11 77**  
**hoteldesventes.ch**  
Prévost-Martin 51, 1205 Genève  
B. Piquet, directeur - Christin & Naville, huissiers